

Les Ford à Cologne : le plan social est maintenu

BLANQUEFORT Faute d'avancées significatives dans le dossier, élus et syndicats ont été touchés par le soutien du Comité d'entreprise européen de Ford

CHRISTINE MORICE
c.morice@sudouest.fr

Tous se disent réconfortés par le soutien de leurs camarades européens. Et plus particulièrement ceux du puissant syndicat allemand IG Métal. Par la solidarité qui s'est exprimée, ce « parfum de cohésion sociale » pour reprendre les termes du représentant de Force ouvrière, Jean-Marc Chavant, ou encore de Philippe Poutou (CGT). Alors que la mobilisation, ces dernières semaines, avait considérablement faibli à Bordeaux.

Même s'ils n'ont obtenu aucune assurance sur l'avenir de l'usine Ford de Blanquefort, les 37 salariés qui ont fait, hier, le voyage jusqu'à Cologne, en Allemagne, pour manifester devant le siège européen du constructeur américain, sont certains de ne pas s'être déplacés pour rien, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC.

Dès 8 h 30 du matin, après de longues heures de train, ils ont pu déployer leurs banderoles devant le bâtiment où se déroulait le Comité d'entreprise européen de Ford (CEEF), pour exprimer leur « colère » après l'annonce du plan social qui doit être lancé mardi prochain.

Pas de suspension du PSE

En effet, les Ford de Blanquefort ne comprennent pas que le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) soit mis en place alors que la multinationale recherche toujours un repreneur pour son site girondin.

« L'annonce du projet de fermeture de notre entreprise a été un véritable choc pour les quelque 900 salariés et leurs représentants, mais aussi pour les sous-traitants, la population locale, les collectivités territoriales et l'État français », a déclaré Gilles Penel (CGT), secrétaire adjoint du CE de Blanquefort, devant le Comité d'entreprise euro-

péen. Au nom des quatre syndicats ouvriers du site, il a demandé à Ford de « suspendre le lancement de la procédure de consultation sur le plan social ». Il a souhaité aussi que Ford « mette à profit cette période pour chercher activement toute solution de nature à assurer la pérennité de l'entreprise et des emplois à long terme ce qui nécessite d'attribuer certaines productions à notre usine ».

Un tête-à-tête peu productif

Mais la délégation reçue à midi par Steven Armstrong, le président de Ford Europe, s'est heurtée à un refus catégorique. Pas question de revenir sur l'annonce du PSE. Véronique Ferreira, maire de Blanquefort,

Véronique Ferreira, Christine Bost et Gilles Penel (CGT) ont été reçus par le président de Ford Europe

Christine Bost, vice-présidente du Conseil départemental de la Gironde, et Gilles Penel ont pu rencontrer en tête-à-tête le numéro un de la Ford Motor Company en Europe. Lequel campe sur ses positions. À leur grand regret. « Nous avons voulu savoir si la diminution de la masse salariale était une demande du repreneur potentiel et si oui dans quelle proportion. Mais le président de Ford Europe a évoqué la confidentialité du dossier », regrettent les deux élus qui ont constaté le « peu d'émotion » exprimé par ce dirigeant qu'elles ne sont pas parvenues à convaincre.

Au bout du compte, le soutien exprimé par le président du Comité d'entreprise européen aux salariés de Blanquefort, au nom des représentants de plusieurs pays, est la seule bonne nouvelle de la journée.



Les Ford ont reçu le soutien du syndicat IG Métal, hier à Cologne, devant le siège européen. PHOTO DR



Christine Bost et Véronique Ferreira étaient présentes, hier, aux côtés des représentants des salariés de Ford. PHOTO DR